

VILLE DE BAYONNE

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

**HOPITAL ARRAYADE
Bâtiment USLD Les Arrayades 1, 2, 3
Avenue Cam de Prats
64100 BAYONNE**

Type U – 4^{ème} catégorie

10 mars 2022

==

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DE BAYONNE**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT VISITE : Hôpital Arrayade
ADRESSE : Avenue Cam de Prats – 64100 BAYONNE
DATE DE LA VISITE : 10 mars 2022
OBJET DE LA VISITE : Visite de contrôle périodique

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la Commission communale de sécurité et d'accessibilité de Bayonne s'est réunie en application des dispositions des articles R-123-48, de l'article GE 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1980, afin d'effectuer une visite de contrôle périodique.

1. MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur Serge Arcouet
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant	Capitaine Ferry

2. SECRETARIAT DE LA COMMISSION

Le fonctionnaire territorial de la Mairie de Bayonne	Monsieur Daniel Curutchet
--	---------------------------

3. RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE
-----------------	--------------------------------------

4. ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Mairie de Bayonne SCHS	M. André CHAVIN
Chargé de sécurité du CHCB	M. Christophe CASTELEIN
Responsable électricien atelier	Monsieur CAMERLYNCK

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1. DESCRIPTION

Présentation succincte :

L'établissement comprend un bâtiment à R - 1 et R + 2.

Au sous-sol : des locaux techniques (sous station, TGBT), dépôts et archives.

Au rez-de-chaussée : 32 lits

Au 1er et 2ème étages : 32 lits par étage, soit un total de 64 lits, ainsi que des locaux soins réservés au personnel.

Implantation :

Ce bâtiment implanté avenue Cam de Prats, l'accès aux engins de secours s'effectue par l'avenue Duvergier de Hauranne. Il se situe dans un périmètre inférieur à 200m d'un poteau incendie.

Isolement :

Ce bâtiment est isolé des tiers par une distance supérieure à 8 mètres.

Une galerie souterraine est isolée par des portes PF 1/2h de part et d'autre des établissements EHPAD GOXOKI et ARGIA asservies à la détection.

Construction et aménagements intérieurs :

La construction est composée de murs en maçonnerie, les planchers sont en béton, charpente bois et couverture tuiles et partie toit terrasse.

Dégagements :

Rez-de-chaussée : une entrée principale de 2 unités de passage, un dégagement de 2 unités de passage sur un escalier protégé, un dégagement de 2 unités de passage escalier à l'air libre côté Nord et une sortie de 2 unités de passage donnant sur l'extérieur.

1er étage : un escalier de 2 unités de passage encoisonné et un escalier à chaque extrémité de 2 unités de passage à l'air libre.

2ème étage : un escalier central de 2 unités de passage encoisonné et un escalier à chaque extrémité de 2 unités, à l'air libre.

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumule	Nbre de sorties		Nbre d'UP	
			exigibles	réelles	exigibles	réelles
2	59	59	2	3	2	6
1	58	117	2	3	3	6
rdc	59	176	2	4	3	8

Ventilation : VMC

Désenfumage : Désenfumage manuel dans la cage d'escalier et désenfumage mécanique dans les circulations, locaux de plus de 100 m2 et locaux aveugles.

Electricité : par les réseaux EDF et groupe électrogène (démarrage automatique)

Eclairage de sécurité : blocs autonomes permanents

Installation de gaz : en chaufferie

Chauffage : chauffage central par circulation d'eau chaude

Locaux à risques : locaux de stockage au sous-sol, archives.

Les moyens de secours : il existe un Robinet Incendie Armé (situé au sous-sol entre les bâtiments ARRAYADE et GOXOKI) ainsi que des extincteurs. L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A et d'une alarme de type 1 ; 3 personnes au moins sont présentes de nuit.

2. EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est : 174 personnes

Personnel : 32 personnes

Pensionnaires : 96 pensionnaires (32 par niveau)

Visiteurs : 48

Etablissement recevant du public de type U de 4^{ème} catégorie.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier les articles L 123-1 et L 123-2, R 123-1 à R 123-55, R 152-6 et R 152-7 ;
2. Le Règlement de Sécurité relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Dispositions générales : arrêté du 25 juin 1980

Dispositions particulières : arrêté du 23 mai 1989 et arrêté du 10 décembre 2004 (type U)

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	27/08/1997	Avis SDIS concernant la restructuration et extension d'arrayade 1, 2, 3 et 4. Avis favorable	FD
2	11/12/2008	Avis favorable commission communale de sécurité	FD
3	25/11/2010	Avis favorable commission communale de sécurité	FD
4	24/05/2012	Avis sous/com concernant le dossier AT 6410212B0010 amélioration de la sécurité des archives. Examen du cahier des charges fonctionnel du SSI – Avis favorable	FD
5	04/11/2013	Avis favorable commission communale de sécurité	FD
6	03/11/2016	Avis favorable commission communale de sécurité	FD
7	21/03/2019	Avis favorable commission communale de sécurité	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

1 - Détecter les locaux utilisés comme lieux de stockage (AR 00 69) ou vider ceux-ci de leur stockage. (Réalisé)

2 - Retirer le fauteuil roulant situé sur le palier bas de l'escalier encoisonné. (Réalisé)

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Désenfumage (DF10) méca (débit, pression, vitesse)	24/03/21	APAVE	Débits SIEMENS
GAZ MEDICAUX	06/21	LINDE	SO
Chauffage (CH 58) Conduit de cheminée (ramonage) Climatisation	09/12/21	APAVE	SO
Ventilation de confort (CTA) CH38 >10000m3/h contrôle DAD & locaux à sommeil présentation livret d'entretien filtres		EN INTERNE	
Gaz (GZ 30) CHAUFFERIE	09/12/21	APAVE	SO
Électricité (EL 19) Eclairage de Sécurité (EC15)	28/07/21 28/07/21 28/07/21	APAVE APAVE APAVE	32 obs (Eiffage et en interne) + EN INTERNE (Annuel)
Ascenseur (AS9) Entretien annuel (arrête interministériel du 18/11/04) Visite quinquennale par bureau de contrôle (AS9)	Annuel 02/04/21	SCHINDLER APAVE	
Moyens de secours (MS) Poteaux d'incendie (débit à 1bar) Réserve (capacité/entretien) Colonne sèche (NF S 61 750) RIA Extincteurs (MS73)	08/21	DACOSTA	Attestation
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI contrôle triennale par bureau de contrôle (MS73)	11/02/22 24/03/21	SIEMENS APAVE	13 obs levées (Eiffage et en interne)
Système d'alerte téléphone urbain			Présence tél urbain
Formation du personnel (MS48)	PROGRAMME ANNUEL	EN INTERNE	CHCB
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES PAR SONDAGE

Alarme : Satisfaisant
Désenfumage : Satisfaisant
Eclairage : Satisfaisant
DéTECTEURS de fumées : Satisfaisant
Recoupement : Satisfaisant
Ferme porte : Satisfaisant
Issues de secours : Satisfaisant

3. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

- Trous au droit des recoupements du sous-sol.

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Etablissement d'hébergement pour personnes en soins, établissement doté de l'ensemble des équipements techniques et de sécurité adaptés à ce type d'activité. Personnel formé pour l'évacuation par transfert en cas de sinistre. Accès des engins de secours sans difficulté, système de détection avec report sur le centre hospitalier côte basque au service sécurité en fonctionnement 24h/24h, 7j/7j.

VI - PRESCRIPTIONS

1. PRESCRIPTIONS NOUVELLES

1. Supprimer les cales ou autres sous les portes coupe-feu des locaux à risques.
2. Fournir le rapport de vérification du SSI par l'APAVE (MS 73).
3. Supprimer le stockage dans la salle annexe du **local transformateur** AR0135.
4. Reboucher les trous au droit des recoupements au sous-sol.

Pour rappel :

Lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement, ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

2. PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- a) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation.
- b) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- c) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.
- d) Respecter les dispositions des articles (articles L111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
- e) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R123-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VIII - RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la présente commission au moins tous les : **3 ans**
A titre indicatif, la prochaine visite de contrôle périodique est prévue : **Mars 2025**.

Nota :

La commission se réserve le droit de décaler de quelques mois cette date pour des raisons de fonctionnement de la dite commission, tout en essayant de garantir la périodicité prévue à l'article GE 4.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

Article R123-43 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R. 123-46 et 49 du code de la construction et de l'habitation, le maire (ou le fonctionnaire spécialement désigné à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation) notifie le résultat de la visite périodique de contrôle et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Président de la Commission

Serge Arcouet



